

Union européenne - Environnement
- Action de l'Union européenne pour
limiter la pollution plastique : le
Conseil arrête sa position -
Communiqué de presse du Conseil
de l'Union européenne
(Luxembourg, 31 octobre 2018)

L'UE édicte de nouvelles règles visant à limiter les plastiques à usage unique qui sont néfastes pour les océans et notre santé.

L'UE prend des mesures pour limiter la pollution plastique en fixant de nouvelles restrictions strictes sur des produits en plastique à usage unique. Les ambassadeurs des Etats membres réunis ce jour au sein du Comité des représentants permanents se sont mis d'accord sur la position du Conseil concernant une proposition de nouvelle directive qui s'inscrit dans les efforts déployés par l'Union pour protéger l'environnement et nettoyer les océans.

Les nouvelles règles interdiront l'utilisation de certains produits jetables en plastique pour lesquels il existe des alternatives. En outre, des mesures spécifiques seront introduites pour réduire l'utilisation des produits en plastique les plus fréquemment jetés, en particulier ceux que l'on trouve souvent sur les plages européennes.

Le Conseil a rendu le projet de directive initial plus clair en étant plus précis dans l'énumération des produits concernés:

- en ce qui concerne la définition des produits en plastique à usage unique, le Conseil précise que ces produits sont généralement destinés à n'être utilisés qu'une seule fois ou que pendant une courte durée avant d'être éliminés;
- pour déterminer si un article particulier est considéré être un produit en plastique à usage unique, il sera essentiel d'analyser la tendance de cet article à être jeté. Le Conseil souhaite que la Commission publie des orientations, en concertation avec les Etats membres, sur des exemples de ce qui est considéré être un produit en plastique à usage unique;
- le Conseil souscrit à la proposition de la Commission visant à concevoir des récipients pour boissons à usage unique de sorte que leurs bouchons et couvercles demeurent attachés à la bouteille. À cet égard, le Conseil précise que les bouteilles en verre ou en métal ne relèvent pas de la directive, mais que celle-ci s'applique aux bouteilles en plastique et aux emballages composites pour boissons;

- jusqu'en 2023, les assiettes en carton ayant un revêtement en plastique font partie de la liste des produits dont la consommation sera réduite. Les assiettes fabriquées entièrement en plastique seront interdites;

- le Conseil propose le recours à d'ambitieux régimes de responsabilité élargie des producteurs et une obligation pour les producteurs de couvrir les coûts de nettoyage et les coûts des mesures de sensibilisation, y compris pour les produits pour lesquels une telle obligation n'existe pas actuellement, à savoir les lingettes humides et les ballons.

Le Conseil souhaite également rendre la législation plus ambitieuse:

- la Commission a proposé que les producteurs d'articles en plastique couvrent les coûts de nettoyage des déchets. Le Conseil souhaite que cette obligation soit étendue pour s'appliquer également aux entreprises qui importent ou vendent de tels produits ou emballages en plastique à usage unique en Europe;

- le Conseil ajoute les gobelets en polystyrène expansé pour boissons à la liste des articles pour lesquels une restriction à leur mise sur le marché s'appliquera;

- pour certains produits en plastique à usage unique, il n'existe actuellement aucune alternative adéquate. Cependant, des mesures seront prises au niveau national pour prévenir une augmentation de la consommation de ces produits par la fixation d'objectifs nationaux. L'objectif est de parvenir à une réduction mesurable et durable sur une période donnée.

Le Conseil a introduit des dispositions afin d'améliorer la mise en oeuvre de la directive:

- la Commission a proposé une amélioration de la conception des bouchons et des couvercles en plastique de récipients pour boissons afin de prévenir leur dispersion dans l'environnement. Le Conseil a souligné qu'il est nécessaire que des normes harmonisées soient rapidement élaborées afin de veiller à ce que cette partie de la proposition soit mise en oeuvre de manière effective;

- le Conseil a donné plus de précisions concernant les marquages sur les produits en plastique à usage unique qui sont les plus fréquemment jetés de manière inappropriée, afin de permettre aux consommateurs de faire de meilleurs choix;

- si l'obligation de trier les déchets exige que différents types de déchets soient conservés séparément, la position du Conseil est qu'il devrait être possible de collecter certains types de déchets ensemble, à condition que cela n'empêche pas un recyclage de qualité élevée. L'établissement d'objectifs de collecte pour les bouteilles en plastique devrait être fondé sur le nombre de bouteilles en plastique mises sur le marché ou sur le nombre de bouteilles usagées générées dans un Etat membre. Le calcul du poids des déchets devrait tenir compte de l'ensemble des bouteilles en plastique usagées, y compris celles qui sont jetées en dehors des systèmes de collecte des déchets.

Enfin, le Conseil a également pris des mesures pour réduire les coûts administratifs engendrés par la directive:

- en ce qui concerne les régimes de responsabilité élargie des producteurs, le Conseil insiste sur le fait que la méthode de calcul des coûts de nettoyage des déchets devrait être proportionnée. Afin de réduire les coûts administratifs, les Etats membres peuvent fixer des contributions financières pour le nettoyage des déchets en convenant de montants pluriannuels;
- à condition que les objectifs de la législation soient réalisés, les Etats membres peuvent transposer les dispositions sur la réduction de la consommation et les régimes de responsabilité élargie des producteurs par des accords entre les autorités compétentes et les secteurs concernés.

Les Etats membres ont largement soutenu le mandat lors de la réunion de ce jour, et certains d'entre eux ont indiqué que les liens étroits entre cette directive et la législation existante sur les déchets doivent faire l'objet d'une réflexion plus poussée lors des négociations à venir.

Contexte et prochaines étapes

La proposition à l'examen fait partie de la stratégie européenne sur les matières plastiques. Le groupe "Environnement" du Conseil travaille sur le projet de directive depuis que celui-ci a été présenté par la Commission fin mai 2018. Les ministres de l'environnement ont examiné la proposition lors de leurs réunions du 25 juin et du 9 octobre.

Le Parlement européen a adopté sa position sur la proposition le 24 octobre.

Le mandat de ce jour signifie que la présidence autrichienne du Conseil peut entamer des discussions avec le Parlement européen. Une première réunion de trilogue aura lieu le 6 novembre./.